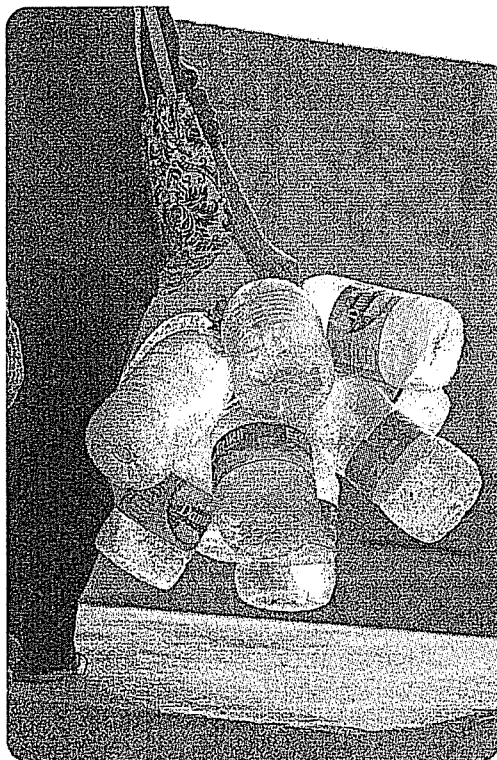


Un million de signatures à traquer

Depuis la fin avril, l'Union européenne vit à l'heure de sa première "initiative citoyenne européenne". Véritable test démocratique et participatif à l'échelle des vingt-sept pays-membres, elle porte sur l'accès à l'eau et son assainissement. En Belgique, il faut trouver 80.000 signatures.



© Philippe Turpin / BELPRESS

voyant le vote stalinien qui a emporté la décision à l'époque: 122 voix pour et 0 voix contre. Ce serait oublier que la résolution en question a fait l'objet de 41 abstentions, dont 17 sont venues d'Etats membres de l'Union européenne.

Du côté syndical, on s'inquiète d'une telle timidité. Selon la Fédération syndicale européenne des services publics (FSESP), elle s'expliquerait par la mentalité prévalant au sein de la Commission européenne, trop centrée sur la concurrence et le marché, et trop peu centrée sur l'idée de service public ou la

Il y a près de deux ans, l'Assemblée générale des Nations-Unies reconnaissait le droit de l'homme à l'eau et à l'assainissement. Elle reconnaît également que l'accès à l'eau potable et à l'assainissement sont des facteurs-clés de la réalisation de tous les droits de l'homme. Élémentaire ? C'est ce qu'on pourrait croire en

notion de droits. L'eau est, en effet, jugée par la FSESP non comme une vulgaire marchandise, mais bien comme une ressource limitée, un bien public fondamental pour la vie et la santé. Une sorte de "monopole naturel", qui doit être exclu des règles du marché intérieur et des accords commerciaux de type CETA (1).

La fédération syndicale a donc décidé de créer l'évènement en lançant, pour la toute première fois dans l'histoire de l'Union, une "initiative citoyenne européenne". En vigueur seulement depuis 2011, cette procédure démocratique prévoit qu'un groupe de citoyens européens peut inviter la Commission européenne à présenter une proposition de réglementation dans les matières qui l'occupent. Mais, pour cela, il faut rassembler au moins un million de signatures dans au moins sept pays de l'Union. En Belgique, cela représente un quota de 80.000 signatures. L'objectif consiste à modifier la directive-cadre européenne sur l'eau dans un sens plus favorable à ce "monopole naturel", mais aussi à pousser l'Europe à agir davantage en faveur de l'accès universel à l'eau: des centaines de millions de personnes sont toujours privées des bienfaits d'une eau de qualité. "Cette initiative citoyenne est une première. Faisant office de test, elle ne peut échouer", commente-t-on à la FSESP. Il reste dix mois pour recueillir les signatures. Des ONG et des personnalités, notamment politiques, sont invitées à soutenir la campagne en cours.

// PHL

(1) Il s'agit d'accords commerciaux de libre échange en cours de négociation entre le Canada et l'Union européenne

>> Infos : Pétition en ligne sur : www.right2water.eu - 081/25.40.99.